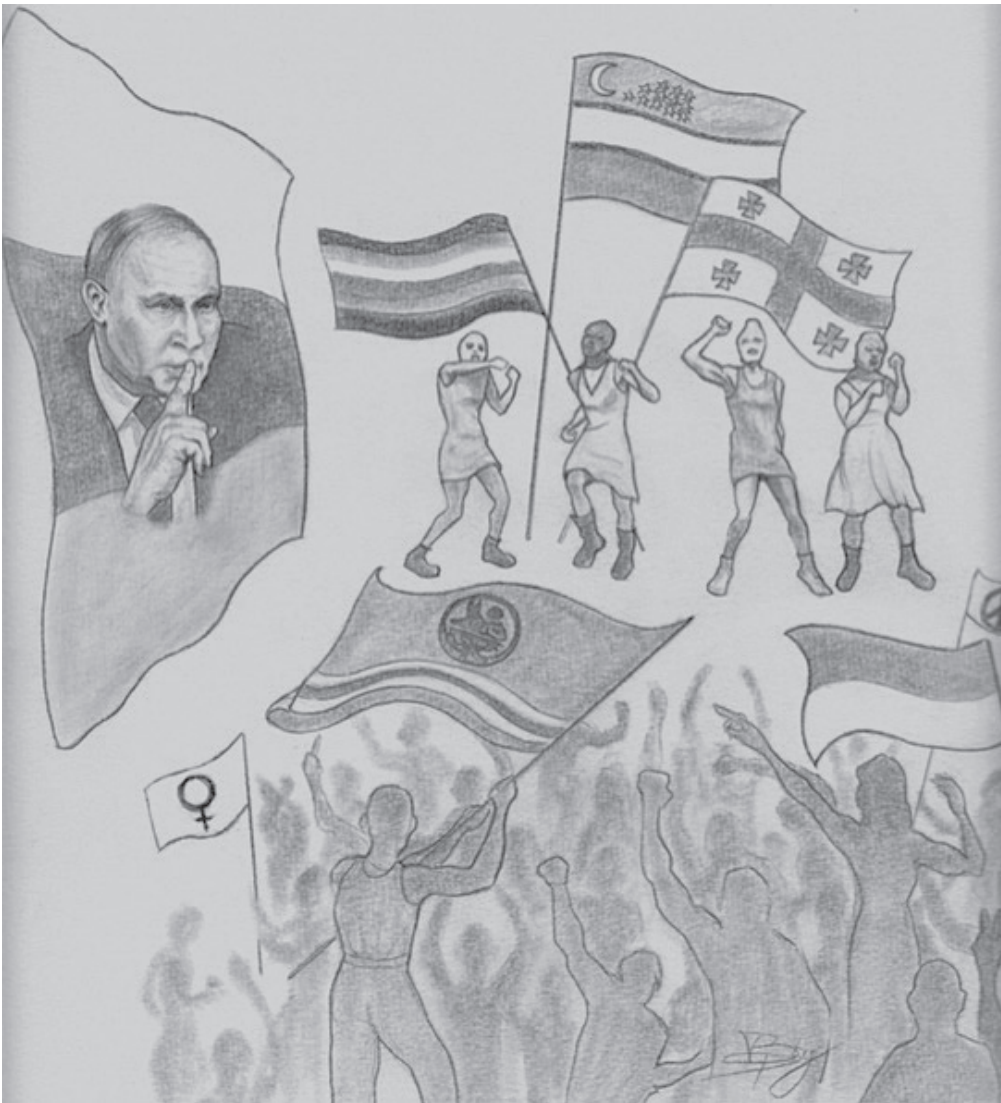


ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Résistance russe, les luttes s'ébruitent malgré l'oppression. Dessin Basile Poty, 2026

RUSSIE

La résistance venue de Russie

Fin mars, nous sommes venu·es de tous les horizons pour participer à la réunion du Forum Civique Européen, qui s'est tenue cette fois-ci en Mecklembourg-Poméranie occidentale. Nous y avons échangé avec des personnes qui s'opposent à la montée de l'extrême droite dans cette région. Pour la première fois, nous avons également invité des jeunes Russes d'Autriche, de France, des Pays-Bas et d'Allemagne, qui s'organisent ensemble pour résister.

Résistance féministe

Commençons par Lölja Nordic, qui étudie à Vienne. Elle milite depuis plusieurs années au sein de FAR – *Feminist Anti-War Resistance*¹. L'organisation est active depuis quatre ans, a vu le jour sous la forme d'un groupe de discussion sur Signal et rassemble des collectifs féministes de différentes régions de Russie et de l'étranger. Au début, elles se concentraient

sur les manifestations de rue, mais iels les ont perdu de leur élan face à une répression trop forte et se sont vues contraintes de passer dans la clandestinité: de là, elles ont publié des journaux anti-guerre (qui ressemblent souvent à des journaux locaux), imprimés chez elles et distribués dans la rue. Il est important de savoir que tous les médias indépendants sont bloqués par le gouvernement.

Malgré le risque d'être arrêté·es, iels ont également utilisé l'espace public pour distribuer des tracts et des autocollants anti-guerre.

De plus, iels ont établi une présence sur les réseaux sociaux. Iels y abordent notamment les questions de genre et la guerre. Parallèlement, est entamée une collaboration avec les mères ou les épouses d'hommes partis à la guerre, blessés ou décédés. Afin de faciliter le retour des soldats chez eux. Iels essaient également d'établir des contacts avec des cercles de déserteurs, en mettant là aussi l'accent sur les prisonnier·es issus de milieux féministes ou queer. Iels sont en train de mettre en place un réseau de militant·es pour accueillir les personnes déplacées ukrainiennes.

Iels sont également très actives sur les questions liées à l'avortement – un sujet d'autant plus crucial aujourd'hui que, en cette période de guerre, le gouvernement souhaite que les femmes donnent naissance à de futurs soldats. De nombreuses régions imposent des restrictions strictes à l'accès aux soins de santé reproductive: services d'information sur le planning familial, la contraception et l'avortement. Le cadre juridique de la Fédération de Russie s'applique également aux territoires ukrainiens occupés par la Russie. La violence sexuelle est également un sujet très important en raison des répercussions de la guerre sur les droits et la sécurité des femmes. Les groupes du FAR se considèrent comme des groupes féministes et non comme des groupes de femmes. Pour des raisons de sécurité, Lölja ne peut pas parler du nombre

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

de groupes ou de membres, mais il existe des cellules dans tout le pays. Il y a de nombreuses questions sur lesquelles elle ne peut pas s'exprimer publiquement.

Elle mène de nombreuses actions de collecte de fonds sur les réseaux sociaux. En exil, elle s'investit davantage dans des activités publiques. Elle a fui la Russie le 22 mars après avoir été accusée de terrorisme en raison de ses activités féministes. Il existe des groupes actifs dans 15 pays différents; elle est responsable pour ceux d'Autriche. Les groupes en exil sont en contact régulier avec ceux qui sont actifs en Russie. Une tâche essentielle consiste à expliquer le danger et la nature du fascisme russe. Le danger que représente une victoire de la Russie pour le monde entier et le renforcement du fascisme qui en découle. À cela s'ajoute bien sûr la question des combustibles fossiles russes.

Lölja aborde également le conflit avec les milieux antimilitaristes d'Europe occidentale. Le FAR plaide en faveur de la légitime défense ukrainienne. Il défend le soutien à l'armée ukrainienne. Le refus de soutenir la défense ukrainienne, qui prévaut dans certains milieux de gauche, conduit souvent à un abandon total de toute solidarité avec la population ukrainienne. Il existe de nombreuses façons de soutenir l'Ukraine – au-delà des questions purement militaires, par exemple en renforçant la société civile. Lölja estime que la propagande russe a diffusé beaucoup de désinformation et créé des narratifs qui, malheureusement, prédominent dans les milieux de gauche occidentaux.

Résistance décoloniale

Lidija*, qui vit actuellement à Berlin, et Nadja*, qui séjourne principalement à Marseille et dans ses environs, sont engagées dans le mouvement anticolonial russe. Elles considèrent l'invasion de l'Ukraine comme une manifestation de l'impérialisme russe.

Avant de devoir fuir, Nadja s'intéressait aux langues autochtones en Russie. Il existe là-bas plus de 200 langues, cultures et groupes ethniques. De nombreuses personnes ont d'abord été colonisées par l'Empire russe, puis par l'Union soviétique et aujourd'hui par la Russie moderne. Elle nous ouvre les yeux sur différentes formes d'impérialisme. Le problème ne réside pas seulement dans la personne et le pouvoir de Poutine, mais aussi dans l'absence de regard critique sur le système colonial russe et l'oppression des peuples asiatiques et autres peuples autochtones. Elle cite des exemples de résistance des populations asiatiques, qui ont souvent dû fuir en exil.

Dans la région de Bouriatie, dans l'Extrême-Orient russe, de grandes manifestations ont eu lieu au début de l'invasion de l'Ukraine. On y trouve de nombreux groupes anarchistes décoloniaux organisés autour d'un groupe de coordination, mais qui ne sont pas présents dans les médias occidentaux. Lidija est originaire d'Ouzbékistan, issue d'une

famille mixte qui a émigré en Russie. Cela lui confère une perspective liée à l'immigration, marquée par le racisme et la répartition soviétique du travail. Elle fait partie de *Beda Media*, un journal en ligne publié en russe et en anglais (<https://beda.media>). La rédaction est organisée de manière horizontale. Certain·es ont vécu l'expérience de la migration ou ont des racines autochtones. Iels sont tou·tes tou·ché·es de manière très différente par le colonialisme russe. Au début de la guerre, de nombreuses manifestations ont été organisées par les peuples autochtones contre la guerre, car ils comprenaient la situation ukrainienne en raison de leurs propres expériences de la colonisation russe. Leur attention ne se porte pas sur la nocivité de la politique de Poutine, mais sur la poursuite d'un siècle de pratiques coloniales de la Russie. L'extension des frontières impériales a commencé dès le 15^e ou le 16^e siècle. La taille actuelle de la Russie est due à l'expansion coloniale vers le Nord, le Sud et l'Est. Il existe des similitudes, mais aussi de grandes différences entre les colonialismes russe et occidental. En Russie, une hiérarchie très marquée entre les différentes ethnies, liée à l'expansion et à la domination religieuses. Les populations nomades ont été contraintes de se sédentariser. Ce contexte explique la motivation des protestations de la population autochtone contre l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022.

L'une des formes les plus visibles et les plus directes de résistance au colonialisme est la participation des peuples autochtones aux côtés de l'armée ukrainienne. Par exemple un bataillon tchéchène affirme lutter depuis 400 ans contre l'Empire russe et se battre désormais aux côtés de l'Ukraine.

Une autre forme de résistance s'est manifestée au moment de la mobilisation pour l'armée. Parmi les populations autochtones, la proportion de mobilisations forcées était plus élevée. Ces personnes se retrouvaient souvent au front quelques jours seulement après leur mobilisation. Elles bénéficiaient de bien moins de conseils juridiques et ne connaissaient pratiquement pas leurs droits. C'est pourquoi des militant·es d'origines ethniques diverses ont commencé à aider des hommes à fuir à l'étranger, par exemple en Pologne ou en Ouzbékistan. Les militant·es autochtones sont confronté·es à une répression plus sévère en raison des attitudes racistes des autorités et de la police. Iels tentent d'en apporter des preuves dans les rapports d'institutions plus importantes telles que les agences des Nations unies.

Les discours russes affirment que les groupes ou organisations autochtones veulent abolir l'État russe et les classent comme des organisations terroristes; 172 organisations autochtones sont aujourd'hui considérées comme extrémistes ou terroristes. En réaction, ces groupes tentent parfois de se présenter comme des «*militants linguistiques*».

Le pétrole est un exemple typique de la colonisation russe: lorsque nous parlons de

pétrole russe, il faut savoir qu'il provient des terres des peuples autochtones.²

Le mouvement écologiste

Vanya*, qui vit à Amsterdam, s'engage en faveur des questions sociales et écologiques. En Russie, les militant·es écologistes sont constamment persécuté·es; leurs conditions de travail sont très difficiles. Iels sont réprimé·es car iels montrent que la Russie mène une guerre active, exploite massivement les ressources naturelles et perpétue le capitalisme effréné des années 1990.

La conscience politique des gens trouve souvent son origine dans des luttes locales (par exemple autour du 40^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl). L'engagement environnemental local se politise, et souvent, dit Vanya, nous observons comment l'engagement local se transforme en activisme international et en une prise de conscience des lacunes démocratiques du système russe. 25 ans de répression sous Poutine touchent également les militant·es écologistes. Iels sont en outre confronté·es à des lois nuisibles à l'environnement et au démantèlement ou à la dissolution des agences environnementales par le gouvernement russe. Différentes autorités ont vu leurs compétences et leurs moyens financiers partiellement ou massivement réduits. Le ministère russe de l'Environnement a été rebaptisé «*ministère des Ressources naturelles et de l'Écologie*», le terme «*ressources naturelles*» désignant avant tout leur exploitation. L'économie russe est entièrement liée aux crises mondiales. Chaque nouvelle crise a entraîné en Russie une modification durable du cadre juridique.

Toutes les manifestations démocratiques sont réprimées. La résistance écologique ou environnementale reste possible tant qu'elle ne s'accompagne pas d'une analyse politique des responsabilités. Vanya cite comme exemple les manifestations contre une décharge près de Moscou. Celles-ci ont conduit à l'abandon du projet et à un changement de direction politique au niveau local. Or, on observe désormais dans cette région une répression accrue à l'encontre des opposant·es à la guerre.

Les manifestations écologistes sont possibles en Russie, certains succès sont également possibles, on compte environ 70 victoires locales par an. Parfois aussi à une échelle plus large, au niveau national. Exemple lors d'une marée noire en mer Noire: des milliers de personnes sont venues aider au nettoyage. Cela a permis de nouer des liens avec des ONG, une pétition a été lancée et a recueilli plus de 100.000 signatures en très peu de temps. Cela donne l'espoir que la résistance environnementale puisse perdurer. Compte tenu de l'importance de l'exploitation des matières premières en Russie, l'existence et le soutien d'une telle résistance sont décisifs. Il est très important de replacer cette résistance dans le contexte des droits

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Juin 2026 - Nr. 359 - Prix du n°: 4 euros/7FRS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FRs - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

des femmes et des peuples autochtones, ainsi que des droits humains en général.

La sécurité des militant·es

Les services secrets russes, qui travaillent pour Poutine, étant très actifs dans plusieurs grandes villes européennes (Vienne, Berlin...), nous avons demandé à nos jeunes invité·es russes comment se présentait leur situation en matière de sécurité. Voici ce qu'iels nous ont rapporté:

Berlin et Vienne sont particulièrement fréquentées par les services secrets; les deux principales formes d'attaques restent les empoisonnements et les cyberattaques. En 2024, quatre personnes ont été tuées à Berlin, toutes des femmes; mais cela n'a guère été rendu public. Lölja est convaincue qu'il n'y a aucun endroit sûr en Europe et que Vienne est particulièrement touchée par la présence des services secrets. Un exemple: Philippe, un journaliste bulgare qui vit depuis longtemps en Autriche, a été contacté par les autorités autrichiennes lors d'un voyage à l'étranger pour lui dire de ne pas revenir, car il figurait sur une liste de personnes que la Russie voulait tuer. Il a obéi et vit désormais au Royaume-Uni. Les militant·es russes sont conscient·es des risques qu'iels prennent.

Vanya estime que les risques sont bien moindres en exil que pour celles et ceux qui restent en Russie. Lölja a présenté les différentes mesures qu'iels mettent en place avec leur équipe de sécurité, par exemple des protocoles de communication et des droits d'accès différenciés aux différentes informations. Il n'y a pas de sécurité à 100 %, mais ces mesures permettent, espérons-le, de réduire les risques. Iels actualisent constamment leurs protocoles, en particulier à l'intérieur de la Russie.

Nadja évoque l'existence de cercles russes anti-autoritaires qui reprochent à la FAR d'être infiltrée. L'un des groupes avec lesquels elle collabore en Russie a, pour ces raisons, mis fin à sa coopération avec la FAR. Vanya parle d'une méfiance générale parmi la population. Au sein de leur mouvement, iels s'efforcent d'intégrer progressivement de «nouvelles personnes» et de leur confier des responsabilités. Lidija, quant à elle, évoque une stratégie de protection particulière des populations autochtones, à savoir parler leur propre langue. Fondamentalement, tous les quatre s'accordent à dire que les risques encourus par la population ukrainienne sous les bombes sont bien plus grands que ceux qu'iels prennent en tant que militant·es russes en exil.

Soutien à l'opposition

Une grande partie de la population est activement impliquée dans la guerre. Nos invité·es ont une vision plutôt pessimiste de l'évolu-



dessin Yulia Tsvetkova

tion possible de la société. Dans les sondages portant sur la fin de la guerre, tout dépend par exemple de la manière dont les questions sont posées: «Êtes-vous contre la poursuite de la guerre en Ukraine?» suscite beaucoup plus souvent un «non» que: «Seriez-vous d'accord si Poutine mettait fin à la guerre?». À cette question, la plupart répondraient sans doute «oui». En tout cas, une lassitude générale face à la guerre est manifeste. Mais que signifierait la fin de la guerre et quelles devraient être les conditions de cette fin?

À notre question de savoir si une solution diplomatique était possible, Lölja répond que les contacts diplomatiques ne peuvent mener à une paix véritable tant que le gouvernement de Poutine reste au pouvoir et que certaines parties de l'Ukraine sont sous contrôle russe. Lidija ajoute: «Il n'y a aucun moyen de mettre fin à la guerre par des moyens diplomatiques; la seule façon d'arrêter l'impérialisme russe, c'est sur le champ de bataille.» Vanya, quant à lui, estime qu'une solution militaire n'est pas possible face à une armée disposant d'armes nucléaires. Il faut tenter une solution diplomatique et politique, mais sur un pied d'égalité. Par ailleurs, soutenir l'Ukraine ne se résume pas à envoyer des armes.

Concernant la lutte contre l'importation de combustibles fossiles en provenance de Russie, Lölja estime qu'il est très important de collaborer avec les groupes occidentaux qui s'opposent à ces importations. L'une des grandes lacunes des groupes écologistes occidentaux est qu'ils ne s'engagent pas suffisamment sur cette question. En ce qui concerne le mouvement pour le climat, Wanja souligne

que les échanges scientifiques sont importants pour permettre une meilleure compréhension des changements climatiques mondiaux en Russie. Il souhaite davantage de coopération et d'échanges impliquant la société civile.

À la question de savoir s'il est possible de refuser le service militaire en Russie, Lidija répond: «Il existe des moyens d'échapper au service militaire pour des raisons médicales ou religieuses, mais il est très difficile d'avoir recours sans faire appel à une aide juridique coûteuse. Le recrutement russe est particulièrement actif et agressif envers les personnes non russes. On oblige les gens à signer de faux contrats de travail qui constituent en réalité une convocation au service militaire.»

Nadja évoque également son travail avec d'autres exilé·es de Russie. Depuis 2022, les membres des réseaux dans lesquels elle est active préfèrent communiquer de manière anonyme. Elle collecte des dons pour des groupes anarchistes en Ukraine, tels que *Solidarity*

collective, ainsi que pour les prisonnier·es politiques en Russie. La diaspora russe se trouve en partie dans un état de désespoir, et les suicides sont nombreux. En exil, elle est entrée en contact avec la gauche européenne, mais aussi avec d'autres exilé·es, comme par exemple des militant·es antifascistes. Les gauches russe et ukrainienne entretiennent des contacts entre elles en exil, même si ce n'est pas toujours facile. Souvent, des divergences peuvent naître d'une mentalité de clan. La manifestation à Berlin le 24 février dernier en est un exemple. Il n'a pas été possible de réunir les blocs des marxistes ukrainiens et des anarchistes russes, en raison de divergences de vues sur la question palestinienne. Un slogan d'un collectif décolonial disait: «De l'Ukraine à la Palestine: l'occupation est un crime.»

Vanya estime que le point de vue du Sud est important pour lui afin de comprendre la guerre en Europe. Il n'est pas possible de trouver une solution nationale ou régionale aux problèmes liés à la guerre dans un seul pays. Il trouve inquiétantes les tendances autoritaires aux États-Unis, mais aussi en Europe. Interrogé sur le soutien aux militant·es russes, il répond qu'il est parfois primordial d'affaiblir l'extrême droite locale ici, dans les pays européens.

Constanze Warta, Claude Braun
Membres du FCE

* Noms modifiés par la rédaction.

1. Voir également l'interview de Lölja Nordic dans *Archipel* n° 351 (octobre 2025) «Russie: Ce que la guerre fait aux femmes».

2. Voir le film: *Where Russia ends* d'Oleksey Radinski <https://takflix.com/en/films/where_russia_ends>.

La vie en temps de guerre

Comme nous l'avons déjà mentionné dans le dernier numéro d'Archipel, Charlotte, qui vit et s'engage depuis dix ans dans le projet agricole *Buzuruna Juzuruna* dans la plaine de la Bekaa, nous envoie quotidiennement des nouvelles du Liban. Voici quelques extraits de ces derniers jours (du 7 au 18 mai).

7 mai

Bonjour! Aujourd'hui, nous sommes allées à Saïda, dans le Sud, entre Beyrouth et Sour. Nous avons distribué 10.000 plants de tomates, de poivrons, de piments, d'aubergines et de basilic. Puis des semences d'été à une trentaine d'agriculteurs et d'agricultrices de la région de Saïda. Demain et après-demain, nous poursuivrons la distribution de plants et de semences dans le nord de la Bekaa et dans un village des montagnes libanaises où se trouvent de nombreux/ses déplacés venus du Sud. La semaine prochaine, nous y terminerons notre mission par une nouvelle distribution.

Le nombre de morts continue d'augmenter: 2727 morts causées par les terroristes de Tsahal et 8440 blessés depuis début mars. L'intensité des bombardements et des destructions est énorme. Ils veulent effacer des milliards de souvenirs.

8 mai

J'ai vécu des semaines très éprouvantes et je ressens maintenant clairement la fatigue. C'est une période où nous courons dans tous les sens, et j'avoue que je suis celle qui aimerait le plus tout faire...

J'ai de nouveaux chiffres pour que vous puissiez vous faire une idée de la folie du régime sioniste: plus de 30 personnes ont été tuées en 24 heures, dont bien sûr des enfants. 56.264 hectares au Liban ont été détruits par les attaques sionistes. 80 % des agriculteurs/trices du Sud ont été chassés. 1.848.856 animaux ont été tués par l'occupation. 29.000 colonies d'abeilles ont péri. 72 villages ont été évacués de force et massivement détruits par les sionistes depuis le 26 avril. Plus au nord, dans la Bekaa, l'armée israélienne bombardait il y a tout juste une heure.

9 mai

Aujourd'hui, plus de 110 bombardements de toutes sortes ont été recensés au Liban. Parmi eux, de nombreux massacres de civils. À chaque instant, ils tentent de détruire chaque centimètre de terre, chaque battement de cœur, chaque souvenir de famille, chaque sourire que nous ne reverrons plus jamais.

Des enfants ont été assassinés. Une fillette a été tuée alors qu'elle circulait en scooter avec son père. Un drone les a pris pour cible, ils ont survécu. Le père s'est éloigné de sa fille pour mourir seul. Il a été pris pour cible une deuxième fois – tué. La petite fille a couru se mettre à l'abri. Le drone l'a prise pour cible une troisième fois – assassinée. Elle avait 12 ans.

36 personnes ont été tuées aujourd'hui par les génocidaires. Ces personnes avaient un nom. Qu'elles reposent en paix.

10 mai

Bonjour, aujourd'hui, nous avons fait une excursion à la mer – c'était génial et ça fait du bien au moral!

À propos de la guerre: plus de 50 personnes ont été tuées au cours des dernières 24 heures. Une fois de plus, des villages ont été contraints d'évacuer – on en est désormais à 80 villages évacués. C'est la guerre, pas un cessez-le-feu. Parfois, quand j'écris, je prends conscience à quel point ce sont deux vies qui coexistent le même jour et dans le même pays – dans ce pays si petit.

11 mai

Commencer la journée au son des drones, planter des fleurs, ne jamais céder à la manipulation psychologique, continuer à résister – même face à ce bruit terrible au-dessus de nos têtes. Ce matin, deux hommes ont distribué du pain dans leur village, où ils avaient décidé de rester. Une attaque sioniste les a tués. C'est tout simplement qu'ils veulent anéantir tous ceux qui résistent. L'occupant sera toujours l'ennemi du peuple. Ce qui se passe dans le sud du pays, ce sont exactement les mêmes techniques qu'ils utilisent à Gaza, mais sur une plus grande superficie. Il n'y a jamais eu de cessez-le-feu, ni en 1948, ni en 2026.

À chaque minute de ma journée et de ma nuit, je reçois des messages de différents groupes qui font état de bombardements, de massacres, de drones, de phosphore, de destructions, d'enlèvements... À chaque minute – vous imaginez? Bref, certains jours, la colère et la rage s'expriment plus fortement en moi que d'autres.



Ferdin

13 mai

Aujourd'hui, l'armée sioniste a pris pour cible des voitures – une quinzaine de personnes ont été tuées, dont des familles entières. Chaque jour, on sent bien que cela va sans doute durer encore – malheureusement...

15 mai

Bonjour, bonjour! Me revoilà. Hier, nous sommes réunies à la ferme pour discuter de la manière dont nous souhaitons soutenir les projets de Buzuruna Juzuruna. J'ai ensuite rempli la camionnette de notre ami Hadi de plants afin de les distribuer aujourd'hui dans le Sud, dans un camp palestinien de la ville de Sour (Tyr). Nous étions quatre à partir; la camionnette était pleine de plants, de nourriture pour les poules, les chats et les chiens. Une longue journée, très belle et très intense.

Le jardin dans lequel nous avons distribué les plants appartient à Hamada et Ahmed. Hamada est apiculteur. Il nous a fait goûter son miel et nous avons bu son thé à base de fleurs de camomille sauvage, au milieu des mûriers, des poules et des canards... Ensuite, nous sommes reparties en direction de Saïda, où nous avons fait une halte au jardin communautaire de Nohieh el-Ard, avant de poursuivre vers Beyrouth. Puis je suis rentrée chez moi à moto.

La différence entre le Sud et le retour à Beyrouth est vraiment frappante. La ville de Sour était déserte, et de nombreux quartiers sont très souvent bombardés – il ne reste que très peu de gens. À Beyrouth, en revanche, les gens vont au bar le soir. Une heure et demie de différence entre les deux villes. Deux mondes à part. C'est dur de voir le Sud dans cet état.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°. à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans



membre du projet agricole Buzuruna Juzuruna, et les enfants sur la ferme, 2026

La lumière dans l'obscurité

Dominique Eddé, née le 18 février 1953 à Beyrouth, est une romancière, essayiste, traductrice et enseignante libanaise. Nous publions ici un court extrait d'une interview qu'elle a accordée le 4 mai 2026 à Joseph Andras pour le quotidien français *L'Humanité*.

«Beyrouth était en ruine et la Palestine abîmée»: *peut-être allez-vous reconnaître cette phrase. Elle est de vous. Elle a plus de vingt ans. On la trouve dans votre roman Cerf-volant. Le Liban est aujourd'hui sous les bombes et la Palestine est déchiquetée. Sans rien dire de l'Iran. Comment vit-on, collectivement, dans ces mots qui semblent ne plus pouvoir que se répéter?*

Ici, au Liban, les ponts ont sauté au sens propre et figuré. Tous les liens sont attaqués, comme je vous le disais. Partout: sur le terrain, dans les raisonnements, les sentiments, jusque dans les mémoires. À 100 mètres de distance cohabitent le jour et la nuit. Des tentes de déplacé·es sont dressées en enfilades au pied des grands hôtels. Des maisons de luxe sont transformées tantôt en forteresses, tantôt en abris.

L'empathie et la méfiance se disputent les regards. Les gens ne savent plus comment écouter ni comment se raconter. Comment se taire. Tous les avis sont dans l'air. Et tous à vif. Il y a celui ou celle qui veut encore s'identifier à la «résistance héroïque» du Hezbollah et oublier que ce parti ultra-armé

a confisqué la vie politique du pays, développé une structure mono-confessionnelle, messianique, financée par l'Iran et le trafic de la drogue, largement impliquée dans la guerre criminelle d'Assad contre son peuple.

Il y a par ailleurs celui ou celle qui hurlait hier encore sa colère contre les agissements génocidaires de Tsahal à Gaza et qui veut croire, brusquement, que ce pouvoir incendiaire, suprémaciste, ouvertement annexionniste, œuvre à leur libération. Il y a bien sûr des avis plus nuancés d'un bout à l'autre de l'échiquier, mais la nuance, qui est par définition l'un des outils de la lucidité, est devenue une cause de souffrance pour tous: pour qui la réclame et pour qui n'en veut pas.

Elle est vécue comme une agression par ceux et celles qui ont besoin d'appartenir à un camp. Beaucoup ont besoin de haïr pour tenir, ou d'optimisme infondé. Les deux pouvant aller de pair. Presque tous ont un besoin démesuré de Dieu. Il s'agit dans tous les cas de ne plus savoir quoi faire de soi sans soupape, sans secours. L'illusion et la haine créent du lien d'un côté, en le cassant de l'autre.

Dominique Eddé

16 mai

Journée dans la Bekaa, fin d'après-midi dans le jardin.

C'est le premier jour de la prolongation de 45 jours du cessez-le-feu inexistant. 40 villages ont été bombardés en l'espace de 24 heures. Une quinzaine de personnes ont été tuées, dont des secouristes.

Depuis un mois, 106 villages du Sud et de la Bekaa ont été contraints d'évacuer par le gouvernement sioniste. L'État libanais salue les progrès réalisés dans la capitulation face à Israël. Nous sommes encore loin d'être tiré·es d'affaire...

18 mai

Alors que la flottille pour Gaza est détournée par l'armée d'occupation à environ 500 km de la Palestine, alors que l'odieuse loi sur la peine de mort pour les Palestinien·nes entre en vigueur aujourd'hui, alors que les bombardements à Gaza et au Liban ne cessent pas, alors que des civil·es sont sans cesse assassiné·es par l'armée israélienne. Que depuis près de trois mois, plus de 3000 personnes ont été tuées au Liban. Nous devons continuer à nous battre. Résister, partager, vivre pour lutter. Nous aimer pour des peuples libres. Organiser des manifestations de solidarité, semer, planter. Vivre et danser pour un monde plus juste, rire et garder la tête haute. Ne pas abandonner!

Charlotte*

* Charlotte est franco-suisse. Elle est membre du Forum Civique Européen-ne-s et nous est très proche. Voir aussi son article «Liban: Une solidarité concrète», *Archipel* 357, avril 2026.

SEMENCES

Le droit de tou·tes – une utopie concrète

Le fait que les semences soient un bien commun et appartiennent à tou·tes, car nous en avons tou·tes besoin, allait de soi pendant longtemps et reste aujourd'hui encore ancré dans la conscience collective. Le droit aux semences est un droit humain, comme l'a consacré l'Assemblée générale des Nations unies, mais comme tout droit humain, il n'est pas toujours et partout accordé comme une évidence.

Nous, les *Unverblümteten* (sans détours)¹, qui l'avons développé, recevons de nombreux retours positifs sur le droit de tou·tes, mais dans le même temps, certain·es le rejettent comme une utopie – on nous dit que cela ne sera jamais réalisable, qu'il faudrait nous limiter à des revendications concrètes et pragmatiques.

L'expert en droits humains Wolfgang Kaleck qualifie les droits humains d'utopie concrète – une utopie réalisable. Avec des possibilités concrètes de réalisation. Et c'est exactement ce qu'est le droit de tou·tes.

Modèles

Nous nous sommes inspiré·es de l'UNDROP (Déclaration des Nations unies sur les droits des petits agriculteur/trices en tant que droits humains) et avons pris conscience que nous avions besoin de droits clairement définis (et

non d'exceptions complexes) pour pouvoir exercer notre métier de semencier en toute sérénité. L'UE s'est engagée à respecter la Convention sur la biodiversité; elle est donc également tenue de mettre en œuvre la préservation de la biodiversité agricole. La biodiversité des plantes cultivées ne peut être préservée qu'avec et par les personnes qui l'utilisent et l'entretiennent; il en résulte que tout le monde doit pouvoir l'utiliser et l'entretenir. De manière globale et dans toute sa diversité.

Il existe des droits anciens de la collectivité qui sont plus ou moins bien garantis dans les législations modernes. Tout comme il va de soi que tout le monde puisse disposer de ses semences, il va de soi que nous nous prome-nons librement dans la nature, que nous entrons dans les forêts, que nous cueillons des champignons et des baies, que nous nous bai-

gnons dans le lac. Oui, c'est vrai, ces droits d'usage de la nature ne vont pas toujours de soi, partout. Mais il existe des exemples qui montrent qu'il est possible de garantir ces droits anciens même dans une législation moderne:

- En Bavière, l'article 141 de la Constitution régionale stipule:

«La jouissance des beautés naturelles et les loisirs en pleine nature, notamment l'accès aux forêts et aux alpages, la navigation sur les cours d'eau et la cueillette de fruits sauvages dans les limites des usages locaux, sont autorisés à tou·tes. Chacun·e est tenu de respecter la nature et le paysage.

L'État et les communes ont le droit et l'obligation de garantir au public l'accès aux montagnes, aux lacs, aux rivières et aux autres beautés du paysage, et, le cas échéant, de le rendre possible en limitant le droit de propriété, ainsi que d'aménager des sentiers de randonnée et des parcs de loisirs.»

C'est exactement ainsi que cela doit être: l'État et les communes doivent veiller à l'application de la «clause des champignons». Cela permet de faire effectivement valoir ce droit, car la loi dispense chaque individu de tout litige avec les propriétaires fonciers.

- Le «droit de libre circulation» suédois (*Allemansrätten*) est bien connu de tou·tes celles et ceux qui se sont déjà rendus dans ce pays: tout le monde a le droit de se baigner, de camper, de cueillir des fruits, bref, de profiter de la nature et de subvenir à ses besoins, quel que soit le ou la propriétaire du terrain sur lequel on souhaite le faire. Il s'agit d'un ancien droit coutumier étroitement lié à la culture suédoise. Celles et ceux qui grandissent en Suède apprennent dès la maternelle à respecter la nature. L'*Allemansrätten* est toutefois soumis à certaines restrictions liées au respect de la vie privée – il faut par exemple se tenir à distance des habitations – et son exercice ne doit causer aucun dommage ni préjudice à la nature ou à autrui.

Alors qu'en Norvège, la «Loi sur les activités de plein air» (*Lov om friluftslivet*) existe depuis 1957, le droit suédois de libre circulation n'est inscrit que depuis 1994 dans la Constitution suédoise, sous la forme d'un court texte garantissant à chacun·e le libre accès à la nature.

- Le «Land Reform Act»

L'exemple de l'Écosse est également intéressant pour nous: ce n'est qu'en 2003 que l'ancien droit coutumier permettant de circuler librement sur les terres non cultivées a été consacré dans le *Land Reform Act*. Nous sommes donc tout à fait dans l'air du temps lorsque nous affirmons qu'il nous faut enfin un article 1 dans la loi sur les semences et un article additionnel dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE qui garantissent une fois pour toutes le libre accès aux semences pour tou·tes.

Lorsque nous parlons du droit de tou·tes aux semences, on nous demande souvent: «Comment vous l'imaginez-vous? Comment cela pourrait-il fonctionner?» C'est une bonne chose, car pour réaliser une utopie concrète, nous avons besoin de l'imagination nécessaire pour la visualiser. À quoi cela ressemblera-t-il donc lorsque le droit de tou·tes aux semences sera une réalité concrète? Comment cela peut-il fonctionner?



Tri des semences à la ferme Buzuruna Juzuruna, Liban

Réponses à de nombreuses questions

Le droit de tou·tes existe-t-il?

Non, pas encore. Nous réclamons un droit de tou·tes sur les semences, qui doit être inscrit dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et dans l'article 1 de la législation sur les semences.

Pourquoi ai-je besoin d'un droit de tou·tes?

Le droit de tou·tes est une garantie juridique, une protection contre d'éventuelles poursuites et plaintes. Jusqu'à présent, tant les autorités que les entreprises se montrent réservées et tolérantes, mais cela peut changer à tout moment. De plus, le droit de tou·tes est beaucoup plus complet que toutes les exceptions existantes et exigées, car il concerne également les semences répertoriées comme variétés commerciales, brevetées ou protégées par un certificat d'obtention végétale. Cela vise à empêcher que les semences ne soient perdues, pour nous simples citoyen·nes, à cause de la privatisation.

Quand ce droit ne s'applique-t-il pas?

Le droit de tou·tes repose sur l'idée d'une responsabilité commune. Nous exerçons ce droit en entretenant la diversité des plantes cultivées et en la préservant pour les générations futures. Tout le reste ne relève pas du droit de tou·tes. Il s'arrête là où il nuit à la nature, à l'agrobiodiversité ou à d'autres personnes. Le droit de tou·tes comporte des droits et des devoirs; l'utilisation prudente des semences est une condition préalable à son exercice.

Quelle quantité puis-je transmettre?

La quantité habituelle dépend de nombreux facteurs: le type, la variété, les éventuelles nouvelles découvertes concernant la diversité génétique au sein d'une variété, le fait que je sois la seule à avoir pris en charge une variété ou qu'il y ait un échange intense, la fréquence à laquelle je multiplie la variété, etc. Les valeurs indicatives s'appuient sur des études scientifiques existantes et futures, des

publications, la littérature spécialisée et le savoir-faire artisanal documenté.

Pourquoi la quantité n'est-elle pas mentionnée?

Le droit de tou·tes est un droit fondamental. À l'instar des droits humains, du droit scandinave et des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution, le texte doit être intemporel. Sa mise en œuvre incombe aux États, qui peuvent, le cas échéant, élaborer des règlements. Comme pour toute loi, une marge d'appréciation subsiste. Même dans le code pénal, ce sont en fin de compte les juges qui, par exemple, déterminent le degré de négligence ou d'intention.

Cela s'applique-t-il également aux entreprises?

Le droit de tou·tes s'applique aux personnes. La distinction par rapport aux activités commerciales est établie par la formulation «pour ses propres besoins et pour la préservation de la biodiversité dans les limites habituelles de cette préservation». Si, par exemple, une agricultrice vend des semences dans le cadre de ses activités de conservation, cela relève du droit de tou·tes. En revanche, si une exploitation produit des semences exclusivement pour la vente, il ne s'agit ni d'autosuffisance ni de travail de conservation.

Où se situe la frontière entre l'utilisation commerciale et les besoins personnels?

Il y a utilisation commerciale des semences lorsque celles-ci sont produites dans le but d'être vendues. Les besoins propres servent à l'autosuffisance. Même pour l'autosuffisance avec mes propres semences, je dois cultiver un certain nombre de plantes mères afin de préserver la diversité génétique de ma variété. Il en résulte que j'ai plus de semences que je ne peux en cultiver moi-même. Je peux vendre cet excédent en vertu du droit de tou·tes.

Le droit de tou·tes ne risque-t-il pas d'être facilement détourné?

Comme toute loi, le droit de toutes peut bien sûr être détourné ou enfreint. Le droit de toutes aux semences, à leur utilisation, à leur accès et à leur transmission, est un privilège particulier qui donne à chacune la liberté de décider soi-même de son alimentation. Il repose sur l'idée d'une responsabilité commune. Comme pour le droit d'accès public ou, par exemple, le tri des déchets, il pourrait bien sûr arriver que certaines personnes n'en fassent pas un usage responsable. Il incombe aux États de contrôler le respect de ce droit et de faire passer le message de la responsabilité commune.

Si tout le monde s'y mettait, les quantités ne deviendraient-elles pas trop importantes?

Si beaucoup de gens participaient à la préservation de la diversité des plantes cultivées, ce serait formidable! Après tout, la diversité des plantes cultivées dépend du fait qu'elle soit cultivée et utilisée dans le plus grand nombre d'endroits possible par le plus grand nombre de personnes différentes possible. Il existe un arrêt intéressant de la Cour suprême de Suède: le droit d'accès public peut être exercé par de nombreuses personnes ensemble et simultanément, tant que ces activités ne causent aucun dommage ni préjudice à autrui.

Qui doit contrôler cela?

Les communes et les États ont la responsabilité de veiller à ce que personne ne soit empêché d'exercer le droit de toutes et à ce que personne n'en abuse. Ils doivent prendre les mesures appropriées pour garantir la mise en œuvre réglementée de ce droit. Cela inclut également la communication des droits et des devoirs que le droit de toutes implique.

Le droit de toutes rendrait-il le Protocole de Nagoya² caduc ou inutile?

Non, le Protocole de Nagoya prévoit un partage des avantages pour les utilisateur/trices initiaux/ales de semences en cas d'exploitation commerciale par des tiers. Le droit de toutes n'aurait aucune incidence à cet égard.

Y a-t-il des personnes qui seraient désavantagées par le droit de toutes?

Il est concevable que les entreprises semencières craignent que les gens soient à nouveau autonomes en semences. Les brevets, la protection des variétés végétales et l'enregistrement des variétés seraient clairement limités à la concurrence entre les entreprises.

Pourquoi le droit de toutes s'applique-t-il également aux variétés commerciales et aux variétés bénéficiant d'une protection des variétés végétales?

La protection des variétés végétales, l'enregistrement et les brevets ont été créés pour les entreprises de sélection et autres acteurs commerciaux afin de garantir une concurrence loyale. L'autosuffisance et la préservation de la biodiversité n'ont rien à voir avec cela. D'une part, le droit de toutes protège contre une future privatisation des variétés et, d'autre part, il est important que les variétés commerciales existantes puissent continuer à se développer dans nos jardins.

Sur quelle base juridique repose le droit de toutes et pourrait-il être appliqué?

Le droit de toutes serait une nouvelle base juridique s'appuyant sur d'anciens droits

coutumiers. Les accords internationaux auxquels l'UE et les États se sont engagés, sur lesquels le droit de toutes peut se fonder et qui contiennent de bons arguments en sa faveur, sont les suivants: la Déclaration des Nations unies sur les droits des petits agriculteur/trices et des populations rurales (UNDROP), le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (ITPGR-FA), qui énonce les droits des agriculteur/trices, la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui souligne notamment l'importance des populations autochtones et des savoirs traditionnels pour la biodiversité, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), dans lequel la mise en œuvre du droit à une alimentation adéquate a été convenue.

Barbara Hable
Unverblümt

1. Unverblümt est un groupe de défense indépendant représentant les semenciers et semencières autonomes; il se consacre depuis des années à la question de la sécurité juridique pour les gardien-nes de la biodiversité.

2. Le Protocole de Nagoya est un accord international sur l'environnement. Il vise à réglementer une compensation équitable pour l'utilisation des ressources génétiques (par exemple, les plantes, les animaux ou les micro-organismes) et à empêcher que les entreprises et institutions de recherche des pays industrialisés ne se servent simplement dans les pays en développement sans que le pays d'origine ou la population locale n'en tire profit.

Un droit fondamental

L'UE travaille actuellement à l'élaboration d'une nouvelle législation sur les semences et les plants. Nous, les détenteur/trices de semences, sommes mécontent-es des anciennes directives européennes et de leur transposition nationale en Autriche, en Allemagne et dans d'autres pays, car nous ne disposons d'aucune base juridique pour justifier nos actions. Les projets de nouveau règlement européen visent principalement à rendre les «ressources génétiques», c'est-à-dire nos variétés libres, disponibles à des fins commerciales. Il est à craindre que l'assouplissement des conditions d'autorisation facilite également la privatisation des semences.

Chaque enregistrement de variété augmente le risque pour les simples citoyen-nes qui cultivent, multiplient et commercialisent leurs propres semences d'être poursuivi-es par le nouveau titulaire de l'autorisation. Il faut même s'attendre à des conséquences pénales en cas de plainte (pour «fraude»).

En tant que personnes concernées, nous constatons que notre travail essentiel de conservation des semences est, au mieux, toléré jusqu'à nouvel ordre. Nous sommes parvenu-es à la conclusion que nous avons besoin d'un droit fondamental qui reconnaisse notre travail et le protège, aujourd'hui et à l'avenir.



Une collection de semences, coopérative Longo mai, Limans

Solidarité Européenne

Les sociaux-démocrates roumains se sont alliés à un parti ultranationaliste qui souhaite exclure les Roms de la nation roumaine. Le rempart démocratique est tombé – et les Roms vont en subir immédiatement les conséquences.

La *Roma Foundation for Europe* a prévenu [dès le jour du dépôt de la motion de censure commune NDLR] que le Parti social-démocrate roumain était le premier grand parti roumain depuis deux décennies à franchir une ligne rouge en déposant, conjointement avec l'AUR (Alliance pour l'Union des Roumains), un parti ultranationaliste dont le programme exclut expressément les Roms de la nation roumaine, une motion de censure contre la coalition pro-européenne du pays. Cette initiative intervient un mois après que le Parti socialiste européen (PSE) s'est publiquement prononcé contre ce type précis de collaboration. Le rempart démocratique – un engagement politique maintenu par tous les partis démocratiques roumains depuis la montée de l'extrême droite et confirmé par toutes les institutions européennes chargées d'évaluer le statut démocratique de la Roumanie – a été démolé par le parti qui aurait dû le préserver.

«*Il ne s'agit pas d'un revers politique. Pour les Roms de Roumanie, c'est une menace existentielle qui pèse sur les institutions créées spécialement pour les protéger*», a déclaré Mensur Haliti, vice-président chargé de la démocratie à la *Roma Foundation for Europe*.

Les conséquences pour les Roms sont concrètes et immédiates. Sous un gouvernement de coalition dépendant de l'AUR, le Conseil national roumain de lutte contre la discrimination – l'institution chargée d'évaluer les politiques et les pratiques de l'AUR – serait confronté à une restructuration hostile. Les engagements pris dans le cadre de la stratégie nationale roumaine pour les Roms, visant à mettre fin à la ségrégation raciale dans l'éducation, ne pourraient pas être tenus par un gouvernement dont l'existence dépend de la tolérance de l'AUR. La tranche de 10 milliards d'euros du dispositif européen de relance et de résilience, assortie de conditions relatives aux Roms, serait entre les mains d'une coalition alliée au parti qui s'y oppose. Ces conditions ne sont plus des engagements.

Elles ne sont plus que du papier.

Pour sa défense, le PSD a évoqué une motion de censure datant de 2021, lors de laquelle l'USR (Union pour le Sauvetage de la Roumanie) et l'AUR avaient agi de concert. Il est vrai qu'un simple vote tactique au sein de l'opposition ne constitue pas encore une coalition gouvernementale. Mais ce que le PSD a fait cette semaine crée une dépendance structurelle – une coalition qui a besoin de la coopération de l'AUR pour fonctionner et qui ne peut survivre sans elle. Toutes les voix au sein du PSD n'ont pas soutenu cette décision.

Ce qui rend la décision de cette semaine plus significative au-delà de la Roumanie, ce n'est pas son ampleur, mais son mécanisme. Les sociaux-démocrates n'ont enfreint aucune loi. Ils ont utilisé les instruments habituels de la démocratie parlementaire pour conférer une influence politique à un mouvement qui vise explicitement une minorité. En Europe, les cadres de défense de la démocratie ne manquent pas – mais la plupart sont conçus pour détecter les pressions externes, et non l'érosion interne qui se dissimule sous le couvert de légitimité en matière de procédure.

Ce schéma n'est pas sans précédent: lorsque, en 2025, le Parti populaire européen s'est appuyé sur les voix de l'AfD au Bundestag allemand pour adopter une loi sur l'immigration, cela a été largement considéré comme la première brèche importante dans le rempart démocratique au niveau de l'UE. Ce qui se passe actuellement en Roumanie suit la même logique, appliquée par un parti appartenant à l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates.

La Commission européenne doit élargir le champ d'application du Bouclier européen pour la démocratie – le cadre de l'UE visant à protéger les institutions et les processus démocratiques – afin de reconnaître la légitimation de l'extrême droite par le processus parlementaire national comme une menace démocratique à part entière.

«*Le PSE a publié une déclaration dans laquelle il s'oppose précisément à cette alliance. Les sociaux-démocrates roumains ont ignoré cette déclaration et ont tout de même déposé la motion. La question est désormais de savoir si la solidarité entre les partis européens a un sens lorsqu'elle est mise à l'épreuve – ou seulement quand cela arrange*», a déclaré Mensur Haliti.

Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine

Passeuses d'Infos N°441 - les Jenisch en Suisse et Chronique àMer n°13

- Hannes Reiser activiste au côté des sans papiers en Suisse nous parle de l'histoire du peuple Jenisch qui est installé en Suisse depuis des siècles qui y a subi des maltraitements et discriminations terrifiantes.
- Chronique àMer du 13 mai 2022 Comment l'usage des langues participe au système des frontières ? Comment l'usage des langues reconduit des frontières à l'intérieur de notre réseau ? Et comment on lutte avec ces langues, dedans, à côté, ou contre, avec toutes et tous nos camarades, même sans langue commune, même quand les langues qu'on utilise sont des langues coloniales.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=11620>

L'Écume des Jours N°4

Dans ce numéro de l'EDJ, magazine d'actualités persistantes, peu de nouvelles catastrophiques, mais un peu malgré tout. On ne vit pas dans un conte de fée, quand même. Une revue de presse des médias indépendants, beaucoup de brèves allant de loufoques à absurdes ou à inquiétantes: le risque de pénurie de préservatifs, le bienfait des jurons sur la santé, des drones écolos, des révélations sur Sophie la Girafe... Et puis le monde vivant, l'agrovoltaïsme, le féminisme et la parité en politique, avec un petit coucou au mâle alpha en passant.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=11606>



Revendications

La *Roma Foundation for Europe* appelle:

- Le Parti socialiste européen à passer des déclarations aux mesures concrètes – par la suspension des droits de vote, des avertissements formels ou des sanctions internes équivalentes – afin de montrer clairement que franchir cette ligne a un coût réel.
- Les partis pro-européens roumains à rejeter tout accord de coalition nécessitant les voix de l'AUR, y compris ceux qui pourraient sembler attractifs à la suite d'élections anticipées ou d'un remaniement parlementaire.
- La Commission européenne à faire respecter sans concession les conditions liées à la tranche du plan européen «de relance et de résilience» destinée à la Roumanie en ce qui concerne les Roms, et élargir le champ d'application du «Bouclier européen de la démocratie» afin de contrer la légitimation de l'extrême droite par le processus parlementaire national.

Roma Foundation for Europe

Note de la rédaction:

Début mai, les sociaux-démocrates roumains et les ultranationalistes de l'AUR et d'autres partis ont voté ensemble, avec une majorité parlementaire, en faveur de la destitution du gouvernement. À ce jour (fin mai), on ne sait pas encore comment une majorité gouvernementale pourrait être formée sans l'extrême droite, les sociaux-démocrates s'étant désavoués. Dans plusieurs sondages d'opinion, l'AUR arrive largement en tête.

SUISSE

Chaque vote «NON» compte!

Chères lectrices, chers lecteurs en Suisse,

Le 14 juin, lors de la votation populaire, nous devons décider du sort de nos semblables. Si vous n'avez pas encore réussi à convaincre tous les électeur/trices de votre entourage de voter contre l'initiative des 10 millions, vous trouverez une analyse factuelle très instructive sur le site web de «Solidarité sans frontières» (Sosf.ch), qui réfute les pires arguments de l'UDC. Une excellente base pour argumenter au mieux sur tous les points.

Merci pour votre engagement et bonne chance!

Continuons à nous mobiliser pour une Suisse ouverte!

La rédaction